



« AVOIR UN DISCOURS SUR LA JUSTICE SOCIALE SANS LES DOMINÉ.E.S N'A PAS DE SENS »

Entretien avec **ÉLÉONORE LÉPINARD** /
SOCIOLOGUE ET PROFESSEURE EN ÉTUDES DE GENRE À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

et **SARAH MAZOUZ** /
SOCIOLOGUE, CHARGÉE DE RECHERCHES AU CNRS (CERAPS)

AUTRICES DE « POUR L'INTERSECTIONNALITÉ » (ÉD. ANAMOSA)

Propos recueillis par Marie-Cécile NAVES /
DIRECTRICE DE RECHERCHE À L'IRIS

SEPTEMBRE 2021

OBSERVATOIRE GENRE ET GÉOPOLITIQUE

Éléonore Lépinard et Sarah Mazouz ont publié en 2021 « Pour l'intersectionnalité » aux éditions Anamosa. Ce mini-ouvrage de recherche, dense et didactique, s'adresse à un large public. Le livre, objet de médiation essentiel pour le débat démocratique.



MARIE-CÉCILE NAVES : Pourquoi ce livre et pourquoi ce format ?

SARAH MAZOUZ : Avant d'être un livre, c'était un article intitulé « Cartographie du surplomb », et publié dans un numéro spécial de la revue *Mouvements*¹ en 2019. Il portait sur la controverse scientifique (et pas encore la polémique actuelle) relative au concept d'intersectionnalité. Un billet de blog de Gérard Noiriel (qui a publié ensuite un livre avec Stéphane Beaud) avait été relayé sur les réseaux sociaux, parlant de la « gauche identitaire » française et prévoyant un marasme électoral à l'aune de cette notion. Ainsi, tous les maux de la gauche semblaient venir d'un surinvestissement des questions identitaires, et notamment de l'intersectionnalité, laquelle conduirait à faire de la

1. Éléonore Lépinard, Sarah Mazouz, « Cartographie du surplomb. Ce que les résistances au concept d'intersectionnalité nous disent sur les sciences sociales en France », *Mouvements*, 12 février 2019.

mauvaise sociologie, segmenterait les luttes et serait essentialisante, ce qui est le procès que l'on nous fait aujourd'hui.

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, certains dirigeants politiques, mais aussi certains universitaires ont attaqué les sciences sociales. L'intersectionnalité est devenue le mot qui permet de désigner, par le camp conservateur et réactionnaire, ce qui les gêne et qui est censé être le moteur de tous les problèmes que traverse la France. Avec des rapprochements inexcusables et éhontés avec le djihadisme.

En en parlant avec Chloé Pathé, la directrice des éditions Anamosa, juste après la sortie de mon ouvrage *Race*, il a été question de faire ce petit livre à destination d'un public plus large que celui de l'article de *Mouvements*. Bien entendu, nous avons retravaillé le texte pour l'introduction, la conclusion et recontextualisé nos analyses.

MARIE-CÉCILE NAVES : En quoi les sciences sociales sont-elles un moyen indispensable d'alimenter l'esprit critique en démocratie ?

ÉLÉONORE LÉPINARD : Nous voulions aussi répondre au livre de Gérard Noiriel et Stéphane Beaud, *Race et sciences sociales*. Notre ouvrage vise à montrer qu'il existe des formes d'aveuglement et d'ignorance au sein des sciences sociales, et donc de notre tradition de sociologie critique. Ces « ornières » sont partagées avec une partie des politiques qui instrumentalisent certaines idées. Nous voulions donc tendre un miroir à des sciences sociales qui sont ancrées en France, dans un univers intellectuel et politique spécifique, et par rapport auquel elles n'ont pas toujours la distance nécessaire.

C'est d'autant plus problématique qu'entre 2019 et aujourd'hui ont émergé des mouvements politiques importants et les arguments avancés dans *Race et sciences sociales* ne permettent pas d'en comprendre l'importance et même les dénigrent. C'est cette conjoncture aussi que notre livre essaie d'analyser en proposant une autre lecture.

Il nous semble important aussi de rappeler que l'esprit critique demande du travail, ce n'est pas une position de principe ! Il faut lire les textes, continuer à travailler, à s'interroger ; c'est une exigence de réflexivité vis-à-vis de soi-même, donc, quand on est chercheur et chercheuse, ne pas s'arrêter aux textes qu'on a lus il y a vingt ou trente ans, et surtout accepter d'être interpellé.e par rapport aux limites et aux points aveugles de nos approches et de nos recherches.

L'intersectionnalité renvoie aux épistémologies du point de vue qui, non pas prétendent qu'il y a une ligne directe entre « qui je suis » et « ce que j'ai le droit de dire », ne disent pas « j'ai la science infuse », mais au contraire proposent une réflexivité sur la position que j'occupe et à partir de laquelle je parle, qui est une position toujours partielle et certainement pas capable de totaliser le social. Les sciences sociales, en d'autres termes, doivent aussi avoir une position critique sur elles-mêmes.

SARAH MAZOUZ : Le geste principal des travaux de sciences sociales, c'est un geste de dénaturalisation, qui permet ensuite le geste d'émancipation politique, pour aller vers davantage d'égalité et de justice. Il est possible de faire entendre des voix qu'on n'entendait pas jusqu'ici. Il n'y a pas d'ordre social immuable. La dimension critique, et même contre-hégémonique, est essentielle. Or, ce que l'on voit aujourd'hui, dans une partie des sciences sociales qui s'abritent derrière l'idée qu'il y a « des sciences sociales françaises » qu'il faudrait protéger des campus américains pensés comme un tout monolithique, c'est que des chercheurs et chercheuses qui se présentent comme critiques préfèrent en fait le statu quo, refusent la prise de parole de groupes qui jusqu'ici n'étaient pas écoutés, et disqualifient, sans les lire, les travaux de collègues plus jeunes qui viennent de groupes minoritaires.

ÉLÉONORE LÉPINARD : Comment peut-on penser fournir des analyses justes si l'on délégitime celles émanant des personnes qui sont concernées au premier titre par la violence raciste ou la violence policière ? Bien sûr, on peut discuter de la stratégie d'un mouvement social, mais décréter l'illégitimité a priori de toute forme de demande fondée

sur l'intersectionnalité ou la question raciale ne permet pas d'avancer. Avoir un discours sur la justice sociale sans les dominé.e.s n'a pas de sens.

SARAH MAZOUZ : J'ajoute qu'on voit à quel point la domination qui s'exerce consiste aussi à faire perdre leur temps aux personnes minoritaires qui consacrent beaucoup de temps à se défendre et, finalement, n'ont pas le temps d'expliquer leur analyse. Aujourd'hui, on est dans un contexte d'impossibilité du débat. On continue à perdre du temps, y compris au sein du monde académique, comme on en a perdu sur les questions de genre.

MARIE-CÉCILE NAVES : **Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?**

SARAH MAZOUZ : L'intersectionnalité, ce n'est pas une théorie. C'est un outil méthodologique qui permet de complexifier l'analyse des rapports de domination. La situation des groupes qui sont à l'intersection de dominations est pensée non pas comme un cumul des désavantages, mais comme leur rapport dynamique. C'est une analyse situationnelle et processuelle des différentes discriminations.

ÉLÉONORE LÉPINARD : C'est un concept forgé dans une ambition de justice sociale, qui passe entre autres par la désinvisibilisation des groupes discriminés. Il s'agit également de penser sur quelles bases faire des coalitions, de prendre en compte ces articulations et de comprendre qu'on ne peut pas mener des luttes aux dépens de certaines catégories qui, du coup, se trouveraient invisibilisées. Le but est de ne pas faire de hiérarchisations entre les formes de domination.

Non pas que, dans un contexte donné, on ne peut pas se mettre d'accord sur certaines revendications et faire des choix stratégiques, mais il n'y a pas de principe de hiérarchisation selon lequel, de tout temps, en tout lieu, une forme de lutte est plus importante qu'une autre et permettrait de libérer tout le monde.

SARAH MAZOUZ : Il faut embarquer tout le monde et à égalité. On produit autrement du commun, un projet commun, comme on le dit à la fin du livre. Le commun part de la

politisation de ce que chacun.e fait de ses conditions de vie, des dominations subies. Il faut penser nos points aveugles, tisser des liens politiques avec d'autres groupes. L'universalisme abstrait, c'est la majorité qui se pense comme norme. Or un projet démocratique, c'est inclure les minorités, c'est en faire le point de départ pour une réflexion sur la justice sociale et politique.

ÉLÉONORE LÉPINARD : Cela oblige à se confronter à des tensions qui, souvent, sont réduites au silence par des arguments d'autorité et de hiérarchies de lutte. Il importe de reformuler les projets dans lesquels on s'était identifié, dont on pensait être porteur. Il peut y avoir du sexisme dans la lutte antiraciste, du racisme dans la lutte féministe, etc. Cela nous oblige à reformuler le projet émancipateur, ne plus être représenté.e.s comme on avait l'habitude de l'être. ■

« AVOIR UN DISCOURS SUR LA JUSTICE SOCIALE SANS LES DOMINÉ.E.S N'A PAS DE SENS »

Entretien avec **ÉLÉONORE LÉPINARD** / SOCIOLOGUE ET PROFESSEURE EN ÉTUDES DE GENRE A L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Et SARAH MAZOUZ / SOCIOLOGUE, CHARGÉE DE RECHERCHES AU CNRS (CERAPS)

Propos recueillis par **Marie-Cécile NAVES** / DIRECTRICE DE RECHERCHE À L'IRIS

OBSERVATOIRE GENRE ET GÉOPOLITIQUE / SEPTEMBRE 2021

Sous la direction de Marie-Cécile Naves, directrice de recherche à l'IRIS.

naves@iris-france.org

L'Observatoire 'Genre et géopolitique' de l'IRIS a pour ambition d'être un lieu de réflexion et de valorisation de la recherche inter et pluridisciplinaire sur la manière dont le genre, en tant que concept, champ de recherches et outil d'analyse du réel, peut être mobilisé pour comprendre la géopolitique et être un outil d'aide à la décision sur des questions internationales.

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS/France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org